

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Institut des relations internationales et stratégiques

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

L'IRIS se considère pleinement concerné par la sécurité des civils car il s'agit avant tout d'un enjeu politique qui conditionne la stabilité internationale. Depuis des décennies, les États se focalisent prioritairement sur la sécurité des régimes et la stabilité institutionnelle, en négligeant la sécurité humaine. Cette approche est insuffisante et dangereuse, car l'insécurité des populations alimente les cycles de violence, favorise la radicalisation et détruit les fondations des sociétés. Laisser se multiplier les violations du droit international humanitaire ne relève pas seulement d'un échec moral, mais constitue également une menace directe pour la paix mondiale.

L'IRIS rappelle que les civils sont aujourd'hui les principales victimes des conflits contemporains. En Ukraine comme à Gaza, au Yémen ou en Syrie, ils sont ciblés par des bombardements, déplacés de force, privés de soins et de nourriture. La réalité est claire : les instruments actuels de protection des civils ne suffisent pas et les mécanismes internationaux sont souvent paralysés par des blocages politiques. C'est pourquoi un institut de recherche comme l'IRIS a un rôle essentiel à jouer pour faire pression sur les décideurs, proposer des solutions directement opérationnelles et replacer la protection civile au centre des débats internationaux.

En abordant cette thématique, l'IRIS se positionne non seulement comme producteur d'analyses, mais aussi comme acteur de changement. Ses programmes de recherche sur la défense, la gouvernance et le développement soulignent tous un constat politique fondamental : la protection des civils ne doit pas être subordonnée aux intérêts stratégiques des États, mais constituer une priorité internationale à part entière.

2. Que propose votre think tank ?

L'IRIS estime que défendre les civils ne se limite pas à adopter une posture humanitaire, mais suppose de transformer la gouvernance mondiale de la sécurité en mettant en place des institutions plus efficaces et moins dépendantes des rapports de force entre grandes puissances. Concrètement, il est urgent de créer une Unité Internationale d'Information pour la Sécurité des Civils. Cet organisme, indépendant des blocages du Conseil de sécurité de l'ONU, doit regrouper et analyser les

informations provenant des zones de conflit. Il sera chargé de publier des rapports réguliers afin d'éclairer la communauté internationale et d'empêcher la manipulation de l'information. C'est un choix politique clair : contourner les lenteurs onusiennes et offrir aux gouvernements des outils fiables pour agir rapidement.

Concernant les guerres hybrides, il ne suffit plus de constater leur réalité : il faut organiser une réponse coordonnée. L'IRIS appelle à une politique de résilience des infrastructures critiques. Ce programme doit être financé par les États et intégré dans les stratégies nationales de défense. Sans redondance énergétique, sans sécurisation des réseaux numériques et sans solutions mobiles en cas de crise, les civils resteront vulnérables et dépendants des aléas des conflits. C'est une question politique de souveraineté et de crédibilité nationale.

Face au terrorisme, l'IRIS rejette l'illusion d'une victoire uniquement militaire. L'extrémisme violent est alimenté par l'absence de perspectives économiques, la marginalisation des jeunes et l'arbitraire de gouvernements corrompus. Ignorer ces facteurs, c'est condamner les populations civiles à vivre dans un cycle infini de violences. L'IRIS propose un fonds international, alimenté par les contributions proportionnelles des États, pour financer des politiques éducatives et économiques dans les régions les plus fragiles. Les dirigeants n'ont plus le choix : soit ils investissent dans l'avenir des populations, soit ils continueront de gérer des crises humanitaires et sécuritaires toujours plus coûteuses.

Enfin, le crime organisé doit être considéré comme une menace internationale de premier plan. L'IRIS défend la création d'une agence internationale anti-corruption dotée d'un mandat fort et appuyée par l'ONU. Il s'agit de démanteler les réseaux qui infiltrent les institutions des États fragiles, en renforçant la coopération avec des organismes financiers comme le GAFI. Mais il faut aller plus loin : offrir des alternatives concrètes aux jeunes exposés au crime organisé, favoriser leur emploi, développer le microcrédit et protéger les victimes de la traite. Ce choix est politique, car il repose sur la décision des gouvernements de traiter le problème à la racine et non seulement à travers la répression.

L'IRIS affirme que la communauté internationale doit cesser de considérer la protection des civils comme un simple objectif secondaire ou une conséquence indirecte de la stabilisation des régimes. Il faut inverser la logique : la protection des populations doit devenir la condition préalable, le fondement même de toute politique de paix et de sécurité.